

Nous ne voulons pas de discours : nous avons besoin de mesures d'urgence !

Arrêt des licenciements, indemnisation à 100% du chômage partiel, car les salariés n'ont pas à payer la crise par le chômage alors que les entreprises accumulent les profits !

Augmentation générale des salaires de 300 €, des pensions, du RMI et des minima sociaux à 1500 €, parce que les salarié-e-s n'ont pas à payer la crise alors que patronat et actionnaires engrangent toujours dividendes et rémunérations exorbitantes !

Des moyens supplémentaires et de nouvelles orientations pour les services publics, pour que les droits fondamentaux (santé, éducation, transport, communication, etc.) soient accessibles à toute la population !

Gardons l'unité et le rapport de force du 29 janvier !

Nous étions des millions dans les manifestations du 29 janvier. La grève a touché fortement la Fonction Publique, le secteur public, mais aussi de nombreuses entreprises du secteur privé. Cet élargissement est un élément très important. Tout comme la présence massive de retraité-e-s, de chômeurs/ses, de jeunes en formation, ...

Les 8 organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA) se sont rencontrées le 2 février. **L'Union syndicale Solidaires s'est prononcée pour une suite très rapide à cette action nationale du 29 janvier** ; nous avons fait des propositions : un appel ferme à une grève générale, une manifestation nationale un très prochain samedi. La majorité des autres syndicats a préféré attendre la prestation médiatique de Sarkozy ; nous avons renouvelé nos propositions, le 9 février.

L'Union syndicale Solidaires travaille au maintien de l'unité syndicale, et s'inscrit dans l'appel à une action nationale interprofessionnelle le jeudi 19 mars. C'est tard ? Oui, mais c'est unitaire. Plus tôt, cela aurait été dans la désunion. **A nous de faire du 19 mars ce que nous voulons que ce soit !**

Nous ne voulons pas payer leur crise

Le 18 février, le président Sarkozy reçoit les organisations syndicales et le patronat. Notons que celui-ci ne cesse de clamer son refus de voir la moindre de ses prérogatives remises en cause, milite très activement pour le maintien des inégalités sociales, et a obtenu la suppression de la taxe professionnelle ! Sarkozy a déclaré « *je vais recevoir toutes les organisations syndicales le 18 février* ». Mentir serait « **irresponsable** » ; pourtant trois syndicats, dont Solidaires, ne sont pas invités. Mais, ce qui importe c'est « **pour parler de quoi, et surtout pour décider quoi ?** »

« **Un calendrier de réunions** » ?
Ce n'est pas ça qui nous aidera à finir les fins de mois !

« **Des moyens supplémentaires pour les entreprises** » ? Ce n'est pas ça qui empêchera les patrons de continuer à licencier pour augmenter leurs profits !

« **Moins d'impôts** » ? Ce n'est pas ça qui renforcera les services publics dont nous avons besoin. La suppression de la plus basse tranche de l'impôt sur les revenus n'a aucune conséquence sur la moitié de la population qui ne paie pas d'impôt faute de revenus suffisants. Mais tout le monde va connaître une augmentation des injustes impôts locaux, pour compenser le cadeau aux entreprises. Supprimer la TVA sur les produits de première nécessité serait une réelle mesure pour augmenter le pouvoir d'achat !

C'est le système économique qu'ils ont bâti pour nous exploiter qui est en crise.



Au nom de quoi, devrions-nous en payer les conséquences ? Alors qu'il n'y avait pas d'argent pour nos salaires, pour les services publics, pour la sécu, pour nos retraites, ... alors qu'il fallait réduire la dette et le déficit public, des milliards sont offerts aux banquiers, aux patrons, aux actionnaires ... et brusquement le déficit public n'est plus un problème pour le gouvernement et le patronat !

Après des dizaines d'années de bataille idéologique pour tenter de nous convaincre que la seule réalité possible c'est le marché, la libre concurrence, les privatisations, ... quand les bénéficiaires du système sont en difficulté, ils redécouvrent les bienfaits des aides publiques, mais pour leurs seuls intérêts privés. **Privatiser les profits, socialiser les pertes, demeure un principe de base du système économique capitaliste.** C'est pour cela que ces centaines de milliards d'euros ne sont pas utilisés pour lutter contre la faim dans le monde, pour loger celles et ceux qui survivent sans toit, pour créer des emplois stables, améliorer les conditions de travail ou pour augmenter les salaires et pensions.

Un exemple (parmi tant d'autres) de la démagogie présidentielle : Sarkozy annonce qu'il faut « *mieux indemniser le chômage partiel* » ; mais ce n'est pas en faisant payer les patrons ! Non, il veut utiliser l'argent public (donc les impôts des salarié-e-s, puisque les très riches sont protégé-e-s par le « bouclier fiscal »), pour financer la réduction des salaires de millions de travailleurs/ses. Et les patrons eux ne mettent pas un sous dans l'histoire ! Il y a en France 7 millions de travailleurs/ses pauvres gagnant moins de 850 euros par mois.

Solidaires revendique le droit pour tout individu de disposer d'un emploi avec la création d'un **nouveau statut du salarié** reposant sur trois grands principes : continuité du contrat de travail, obligation de formation et de reclassement au moins au même niveau de qualification, financement mutualisé entre toutes les entreprises au moyen d'une cotisation sociale.

C'est leur système qui est en crise, et ils veulent nous le faire payer ! Pas question : au contraire, rendez nous nos milliards !

Pas de licenciement, de chômage technique, de blocage des salaires : utilisons les milliards accumulés depuis des années, au lieu de les donner aux banques et actionnaires.

Interdiction des transactions avec les paradis fiscaux, taxation des flux financiers !

Tous ensemble, construisons la suite !

Chercheurs/ses en grève, mobilisation dans les universités, grève générale en Guadeloupe et en Martinique, débrayages et grèves dans des entreprises du privé, secteur hospitalier en grève et manifestations, réunions intersyndicales prévues dans les prochains jours dans les secteurs professionnels et les départements, ... **construisons la mobilisation interprofessionnelle de mi-mars à la hauteur des enjeux.**

Une journée de grève et de manifestations, ce n'est pas suffisant pour faire reculer le patronat et le gouvernement et il ne faut pas retomber dans la répétition des grèves de 24 heures, secteur professionnel par secteur professionnel. **Construisons un mouvement interprofessionnel prolongé qui rassemble !** Gouvernement et patronat doivent prendre en compte les revendications exprimées dans la plate-forme commune des 8 organisations syndicales, plate-forme portée haut et fort par 2,5 millions de manifestant-e-s. **Le 29 janvier n'est pas qu'un coup de colère : il y a un puissant ras le bol, auquel il faut donner des suites.**

L'Union syndicale Solidaires appelle à la construction de collectifs unitaires, dans les entreprises et les localités : **notre souci d'une suite forte au 29 janvier, notre refus que tout cela se termine par des réunions sans fin dans les salons du pouvoir, sont partagés par bien des équipes syndicales. Organisons-nous à la base, maintenons l'unité pour l'action ... c'est le meilleur moyen de la renforcer au niveau national.**

Avec une petite partie des milliards que patrons et actionnaires nous ont pris depuis des années, il y a des solutions pour le pouvoir d'achat, l'emploi, les services publics !